

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY

Le Mans, le 08/01/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOA**

6 rue Nathalie SARRAUTE  
TSA 60504  
44200 Nantes

Références : EC-2024-2-INSP-SOA-Le Mans-RAP  
Code AIOT : 0006301137

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2023 dans l'établissement SOA implanté ZIS 8 rue Louis Bréguet 72000 Le Mans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de la finalisation de l'instruction du dossier de réexamen IED du 25/10/2019 complété le 25/02/2021 et de l'instruction du rapport de base IED n°2015-198 de juillet 2015.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOA
- ZIS 8 rue Louis Bréguet 72000 Le Mans
- Code AIOT : 0006301137
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités pratiquées sur le site SOA du Mans - rue Louis Bréguet tiennent dans le transit-regroupement de déchets dangereux et de déchets non-dangereux.

L'installation de nettoyage de conteneurs sous très haute pression a été contrôlée au cours de la visite, notamment pour vérifier la quantité d'eau mise en œuvre quotidiennement (débit horaire de la pompe et nombre d'heures d'utilisation par jour).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative des installations
- système de management environnemental (SME)
- surveillance des eaux souterraines

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 4.3.13	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications notables	Code de l'environnement du 12/12/2019, article R. 181-46	Sans objet
2	Classement activité nettoyage THP de conteneurs	AP Complémentaire du 16/02/2017, article 1.2.1	Sans objet
3	PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1	Sans objet
4	Système de management environnemental (SME)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Comme il s'y était engagé dans son rapport de réexamen IED déposé auprès du préfet de la Sarthe en octobre 2019 et complété jusqu'en avril 2021, l'exploitant a finalisé la mise à jour du Système de Management Environnemental (SME) de son établissement du Mans, notamment pour ce qui concerne la procédure d'évitement ou de limitation des conséquences environnementales en cas d'accident ou d'incident et la procédure de manutention et de transfert de déchets dangereux. Cette mise à jour est de nature à permettre la finalisation de l'instruction du dossier de réexamen IED.

Un des objectifs de la visite objet du présent rapport était également de vérifier le classement de l'installation de nettoyage très haute pression de conteneurs afin de s'assurer que cette installation n'est pas à placer dans le périmètre "IED" de l'établissement. Après contrôle, au sein de l'atelier, des caractéristiques de la pompe très haute pression, il apparaît que cette installation ne met en œuvre quotidiennement qu'un volume d'eau de 4,5 m<sup>3</sup>. L'installation de nettoyage de conteneur est donc dans les faits exploitée au régime de la déclaration pour la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées (seuil de l'autorisation : 20 m<sup>3</sup>/j). Elle n'est pas à placer dans le périmètre "IED"

de l'établissement.

Le dossier de réexamen IED ainsi que les derniers rapports d'activités annuels mentionnent des modifications d'installations ou de leurs modalités d'exploitation (transfert de la propriété et de la gestion de certaines installations à l'entreprise voisine SOTREMO, arrêt de l'activité de transit-regroupement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI), projet de réutiliser les eaux traitées rejetées au réseau d'assainissement par l'établissement voisin SOTREMO ...). Conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, ces modifications auraient dû ou doivent faire l'objet avant leur mise en œuvre d'un porter à connaissance au préfet de la Sarthe avec tous les éléments d'appréciation.

Enfin, les résultats d'analyses sur les prélèvements des deux dernières campagnes de suivi des eaux souterraines font état de teneurs anormalement élevées en COHV au droit du piézomètre PZ3 (amont hydraulique du site), notamment en chlorure de vinyle, en cis-1-2-dichloroéthylène et en 1,2-dichloropropane. Sans préjudice des suites qui pourront être données dans le cadre de l'instruction du rapport de réexamen IED susmentionné accompagné du rapport de base IED de l'établissement, conformément au 5° de l'article 65 bis de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié, il est demandé à l'exploitant de réaliser un bilan quadriennal conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications notables

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/12/2019, article R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Gestion déchets dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.  La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.  II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.  S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes

prévues à l'article R. 181-45. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dossier de réexamen IED transmis au préfet de la Sarthe le 25/10/2019 complété le 02/04/2021 ainsi que les derniers rapports d'activités annuels, notamment celui qui concerne l'exercice 2022 mentionnent les modifications d'installations ou de leurs modalités d'exploitation suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- depuis le 01/06/2010, les installations de réception de déchets hydrocarburés (issus notamment de séparateurs d'hydrocarbures) appartiennent et sont directement gérées par SOTREMO (groupe SARP Industries). Pour information, 2996 tonnes de déchets hydrocarburés ont été réceptionnés sur le site en 2022. Plus largement, l'activité de transit-regroupement de déchets dangereux a été vendue à SOTREMO. Il n'y a donc plus de transit de déchets dangereux géré par SOA sur son site du Mans - rue Louis Bréguet, hors huiles de vidange et déchets résultant de l'activité de nettoyage THP de conteneurs ;</li> <li>- depuis le 01/01/2018, il n'y a plus d'activité de transit-regroupement de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) pratiquée sur le site SOA du Mans - rue Louis Bréguet ;</li> <li>- enfin l'exploitant a le projet de réutiliser les eaux traitées rejetées au réseau d'assainissement par l'établissement voisin SOTREMO. Ces eaux traitées possèdent en effet une qualité suffisante pour être réutilisées en tant qu'eau industrielle dans l'atelier SOA de nettoyage THP de conteneurs ainsi que pour le remplissage des camions effectuant le curage des réseaux.</li> </ul> <p>Conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, ces modifications auraient dû ou doivent faire l'objet avant leur mise en œuvre d'un porter à connaissance au préfet de la Sarthe avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Classement activité nettoyage THP de conteneurs

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 16/02/2017, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique 2795
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, il a pu être constaté que la plaque signalétique de la pompe de production d'eau à très haute pression (THP) de l'installation de nettoyage de conteneurs indique un débit de 90 litres par minute. L'horamètre associé au fonctionnement du moteur de la pompe précitée fait l'objet d'un relevé quotidien consigné sur un registre papier. Le jour de la visite, l'indication fournie par l'horamètre ainsi que les indications du registre pour ce qui concerne les jours qui ont précédé la visite ont été contrôlés. Sur le moment, l'ensemble des données rassemblées n'a pas donné une image cohérente du temps de fonctionnement quotidien de la pompe très haute pression. L'exploitant a fait appel au fabricant de l'installation, la société RIVARD, qui a pu fournir des explications relayées par courriels par l'exploitant dans les jours qui ont suivi la visite. Le fonctionnement de l'horamètre a ainsi pu être précisé : présence de 6 chiffres, 5 en noir pour les heures et 1 en rouge, après une virgule, pour les 1/10ème d'heure. Au 02/01/2023, le registre indique 19191,7 heures et le 18/12/2023 le même registre indique 19373,4 heures. La pompe THP a donc été utilisée 181,7 heures réparties sur 217 jours ouvrés. La pompe a donc fonctionné 0,84 heure par jour, ce qui donne un volume d'eau mis en œuvre quotidiennement de 4,5 m3. L'installation de nettoyage de conteneur est donc dans les faits exploitée au régime de la déclaration pour la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées (seuil de</p>

<p>l'autorisation : 20 m3/j).</p> <p>A sa seule initiative dans le cas d'espèce, dans le cadre d'un porter à connaissance comprenant tous les éléments d'appréciation tel que prévu par l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant peut demander au préfet de la Sarthe que le classement de son installation de nettoyage de conteneurs soit mis à jour (l'arrêté préfectoral du 16/02/2017 modifié classe en effet cette activité au régime de l'autorisation sous la rubrique 2795).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un dossier comprenant la mise à jour du classement et des modifications apportées à son site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite administrative</p>

### N° 3 : PFAS

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PFAS</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au vu de l'arrêté préfectoral du 16/02/2017 modifié, l'installation de nettoyage de conteneurs sous très haute pression classée au régime de l'autorisation pour la rubrique 2795 de la nomenclature des installations classées est visée par l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>Toutefois, compte tenu des conditions d'exploitation réelles de cette installation (voir point de contrôle précédent), compte tenu des difficultés conjoncturelles pour trouver un laboratoire d'analyse accrédité, il peut être accepté que l'exploitant soit dispensé d'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux de son établissement du Mans - rue Louis Bréguet. Cette position de l'inspection des installations classées ne pourra être maintenue à moyen terme qu'à la seule condition que l'exploitant fasse une demande de reclassement auprès du préfet de la Sarthe de son installation de nettoyage de conteneurs visée par la rubrique 2795.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Système de management environnemental (SME)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, SME</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. Système de management environnemental</p> <p>L'exploitant met en place et applique un système de management environnemental (SME) approprié comprenant tous les éléments suivants :</p> <p>[...]</p> <p>4. Mise en œuvre de procédures, concernant les aspects suivants :</p> <p>[...]</p> <p>h) Préparation et réaction aux situations d'urgence ;</p> <p>[...]</p>

<p>10. Gestion des flux de déchets (voir le II de l'annexe 2) ; [...]</p> <p>13. Plan de gestion des accidents (voir le VIII de annexe 3.1) ; [...]</p> <p>Le niveau de détail et le degré de formalisation du système de management de l'environnement est proportionné à la nature, la taille et la complexité de l'installation ainsi qu'à l'ampleur des impacts environnementaux potentiels. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'instruction du dossier de réexamen remis en 2019 a fait ressortir que plusieurs MTD du BREF "Traitement de déchets" n'étaient que partiellement mises en œuvre pour ce qui concerne les procédures que doit comporter le Système de Management Environnemental (SME) de l'entreprise. Le dossier de réexamen précise l'échéance de mise en conformité, à savoir le 17/08/2022.</p> <p>Les contrôles réalisés à l'occasion de la visite objet du présent rapport ont permis de constater que les lacunes suivantes indiquées dans le dossier de réexamen susmentionné ont été comblées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MTD 1 et MTD 21 (évitement ou limitation des conséquences environnementales en cas d'accident ou d'incident) : un plan de gestion a été rédigé (date de création : 02/11/2021) accompagné de fiches réflexes (notamment la fiche n°2 "réagir en cas de départ de feu, incendie" et la fiche n°3 "réagir en cas de déversement d'un produit chimique") ;</li> <li>- MTD 5 (procédures de manutention et de transfert de déchets dangereux) : une procédure de "manutention et transfert de déchets dangereux" a été rédigée (date de création 02/11/2021). Ce document indique sur un plan les zones de stockage et de manutention concernées, le mode de calcul des volumes de rétention, les bonnes règles de gerbage des contenants et stockage en rack et les bonnes pratiques d'utilisation du matériel de manutention.</li> <li>- MTD 9 (réduction des consommations d'eau et des rejets aqueux) : une solution de confinement a été mise en place pour recueillir les premières eaux d'extinction d'un incendie (cuve de 80 m3 disponible en permanence associée à une pompe de relevage).</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2017, article 4.3.13</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le niveau et la qualité des eaux souterraines sont contrôlés à partir de 4 piézomètres existants dénommés : PZ2, PZ3, PZ4 et PZ5. Le nombre et la position géographique des piézomètres peuvent évoluer en fonction des résultats d'analyses et de l'évolution hydrogéologique du site. La liste des paramètres qui font l'objet d'une surveillance est annexée au présent arrêté.</p> <p>Article 4.3.13.2. Contrôles périodiques</p> <p>La qualité des eaux souterraines est contrôlée 2 fois par an (en périodes de basses et hautes eaux). L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;</li> <li>• évolution des résultats par rapport aux mesures précédentes ;</li> <li>• comparaison des résultats avec les valeurs de référence.</li> </ul> <p>L'exploitant informe l'Inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.</p>



Les résultats et leur interprétation sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les résultats d'analyses sur prélèvements des campagnes de suivi des eaux souterraines d'avril 2023 et de septembre 2023. Ceux-ci font état :

- d'un sens d'écoulement de la nappe du Sud-Ouest vers le Nord-Est ;
- des teneurs anormalement élevées en COHV au droit du piézomètre PZ3 (amont hydraulique du site), notamment en chlorure de vinyle (2800 µ/l mesurée en avril 2023, 2200 µ/l mesurée en septembre 2023), en cis-1-2-dichloroéthylène (5800 µ/l mesurée en avril 2023, 1100 µ/l mesurée en septembre 2023) et en 1,2-dichloropropane (530 µ/l mesurée en avril 2023, 760 µ/l mesurée en septembre 2023). Ceci suggère un stade avancé dans la chaîne de dégradation des solvants chlorés, mais les concentrations mesurées des composés de dégradation restent très supérieures aux valeurs de référence fixées par le guide d'évaluation de l'état des eaux souterraines de juillet 2019. Notamment pour le chlorure de vinyle, cancérogène avéré, dont la valeur de référence est de 0,5 µg/l.

Ces constats de pollution au niveau du piézomètre PZ3 révèlent une concentration en chlorure de vinyle du même ordre de grandeur que la concentration du même composé mesurée en 2015 mentionnée dans le rapport de base IED n°2015-198 de juillet 2015. En revanche, la concentration en cis-1-2-dichloroéthylène a nettement baissé (33 170 µg/l mesurée en 2015).

Sans préjudice des suites administratives qui peuvent être données à ces constats de pollution au COHV, notamment en conclusion de l'instruction du dossier de réexamen remis en 2019, la surveillance des eaux souterraines doit être maintenue, comme prescrit à l'article 4.3.13.2. de l'arrêté préfectoral du 16/02/2017. Un cadre GIDAF nécessite d'être créé, ce qui permettra à l'exploitant de mettre à disposition de l'inspection des installations classées ses résultats de contrôle dans les eaux souterraines en même temps que ses commentaires sur les anomalies constatées. Il convient de rappeler que le même article de l'arrêté préfectoral du 16/02/2017 impose à l'exploitant de proposer des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets. C'est un volet que l'exploitant pourra expliciter dans le porter à connaissance mentionné au premier point de contrôle du présent rapport.

Par ailleurs, les derniers rapports de contrôles sur la qualité des eaux souterraines produits EGEH (Études en Géologie Environnement et Hydrogéologie), Mission avril 2023 et Mission septembre 2023, montrent que tous les paramètres fixés par l'arrêté préfectoral du 16/02/2017 ne sont pas mesurés. Il manque notamment des mesures sur plusieurs paramètres de la catégorie composé organo-halogénés volatils : bromodichlorométhane, dibromochlorométhane, dibromométhane, 1,1,2-trichloroéthane et 1,2-dibromoéthane. Or, le bromodichlorométhane, le dibromochlorométhane et le 1,2-dibromoéthane sont des substances listées dans l'annexe 1 du Guide d'évaluation de l'état des eaux souterraines - juillet 2019 précisant les normes de qualité et valeurs seuils pour les eaux souterraines. Ce guide explicite, notamment, l'arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines. Il convient que l'exploitant explicite les raisons de cette omission de surveillance sur les paramètres précités et, si cela est justifié, qu'il engage une demande de modification du plan de surveillance des eaux souterraines au droit de son site du Mans dans les formes prévues de façon combinée par l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et l'article 65 bis de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié. Dans l'immédiat, il est rappelé à l'exploitant qu'il se conforme au plan de surveillance des eaux souterraines fixé dans l'arrêté préfectoral du 16/02/2017, notamment pour ce qui concerne la liste exhaustive des paramètres à mesurer. Enfin, conformément au 5° de l'article 65 bis de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié susmentionné, dans un délai de 6 mois, il est demandé à l'exploitant de réaliser un bilan quadriennal conformément aux méthodes normalisées en vigueur.



**Type de suites proposées :** Susceptible de suites